Burundi : appel pour "la justice" sur le meurtre du président Ntaryamira

@rib News,Â 07/04/2018Â â€“ SourceÂ Xinhua Burundi : la classe politique rÃ©clame "la justice" sur le meurtre du prÃ©side Ntaryamira il y a 24 ans au Rwanda La classe politique burundaise a rÃ©clamÃ© vendredi "la justice" sur le meurtre de l'ancien prÃ©sident burundais Cyprien Ntaryamira en terre rwandaise, Ã l'occasion du 24Ã¨me anniversaire de l'assassinat de ce dernier.

Le prÃ©sident Ntaryamira a Ã©tÃ© tuÃ© le 6 avril 1994 au-dessus de l'aÃ©roport international de Kanombe (Kigali) "au cours des circonstances non encore Ã©lucidÃ©es", dans l'avion qui transportait son homologue rwandais d'alors JuvÃ©nal Habyarimana et qui les ramenaient de Dar-Es-Salaam (Tanzanie) oÃ¹ ils venaient de prendre part Ã un sommet rÃ©gional sur la recherche des solutions Ã la guerre civile interburundaise de l'Ã©poque. Le chef d'Etat burundais, Pierre Nkurunziza, a rehaussÃ© vendredi de sa prÃ©sence Ã Bujumbura les cÃ©rÃ©monies du 24Ã¨me anniversaire de l'assassinat d prÃ©sident Ntaryamira, tuÃ© avec deux de ses ministres qui faisaient partie de sa dÃ©lÃ©gation, Ã savoir le ministre du Plan, Bernard Ciza, et le ministre de la Communication, Cyriaque Simbizi. Dans un communiquÃ© publiÃ© Ã cette occasion en kirundi (la langue nationale), le Conseil National pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie-Forces pour la DÃ©fense de la DÃ©mocratie (CNDD-FDD, au pouvoir), s'est dit "surpris et angoissÃ©", de constater que 24 ans aprÃ¨s la disparution "tragique" des trois personnalitÃ©s burundaises, la justice ne soit pas encore faite pour faire Ã©clater toute la vÃ©ritÃ© sur ce meurtre. Depuis l'Ã©clatement de la crise Ã©lectorale burundaise d'avril 2015 Ã ce jour, les relations politico-diplomatiques entre le gouvernement burundais du prÃ©sident Pierre Nkurunziza et le gouvernement rwandais du prÃ©sident Paul Kagame, se sont dÃ©tÃ©riorÃ©es. Bujumbura dÃ©nonce sans cesse des "actes de dÃ©stabilisation politique" entretenus par le rÃ©gime rwandais Ã son Ã©gard ; ce que Kigali a toujours niÃ©. Pour le prÃ©sident de l'Union pour le ProgrÃ¨s National (UPRONA ; 2Ã¨me parti politique au pouvoir), Abel Gashatsi, le gouvernement du Burundi et celui du Rwanda gagneraient plutÃ´t Ã "enclencher un processus politique d'apaisement rÃ©gional" dans l'ultime but de satisfaire Ã leurs "intÃ©rÃªts mutuellement avantageux". Le gouvernement rwandais devrait faire preuve de bonne coopÃ©ration pour que toute la lumiÃ¨re soit Ã©tablie sur le meurtre de cet ancien chef d'Etat burundais. "En effet, en cas d'assassinat d'un chef d'Etat burundais, l'Etat Burundi ou ses ayant-droits, ont la latitude d'engager des poursuites judiciaires, pour obtenir la justice dans le cadre de la prÃ©servation de la dignitÃ© nationale", a soulignÃ© M. Gashatsi. Pour sa part, le secrÃ©taire gÃ©nÃ©ral du Front de la DÃ©mocratie au Burundi (FRODEBU ; formation politique du feu prÃ©sident Ntaryamira), Pierre-Claver Nahimana, a indiquÃ© que son parti est "beaucoup peinÃ©", de constater "qu'aucune lumiÃ¨re ne soit encore Ã©tablie sur la mort du prÃ©sident Ntaryamira" 24 ans aprÃ¨s sa disparition en terre rwandaise. "Dans cette rÃ©gion africaine des pays des Grands-Lacs, il existe une mauvaise tradition politique d'assister Ã l'assassinat des dirigeants. En effet, les chefs d'Etat locaux sont, de temps Ã autre, sauvagement assassinÃ©s ; et, hÃ©las, on relÃ¨ve que les lendemains de tels drames sont vÃ©cus normalement comme si rien de grave ne s'Ã©tait pas passÃ©", s'est indignÃ© M. Nahimana.

Â

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});